A quoi j'ajouterai, que l'on soutenoit hautement en *Brabant* & en *Flandres*, après que la Cession des *Pais Bas* & de *Bourgogne* faite à l'Infante, y eut été publiée, que ladite clause exclusive du Commerce des *Indes Orientales* & *Occidentales* étoit injuste, temeraire, & contraire au droit des gens, que comme les *Pais Bas* n'auroient jamais été une dépendance de la Couronne d'*Espagne*, il n'appartenoit pas à S. M. C. d'y faire la Loi en ladite qualité, non plus que dans les Regions éloignées, nommément parmi les Nations, qui n'avoient pas reconnu le Roi d'*Espagne* pour Souverain, qui étoient en grand nombre; d'où l'on inferoit dans les Memoires faits & publiez en ce tems-là sur cette affaire, que comme Philippe II. n'avoit ni le droit ni l'autorité de prescrire aux Habitans des *Pais-Bas* des conditions si onereuses & si dures, elles n'étoient pas obligatoires par rapport à eux, comme le certifie *Emanuel de Meteren* en son Hist. des *Pais-Bas*, Liv. 20. sur les événemens de 1598., dont le témoignage ne peut être reproché par Mrs. les Directeurs, puisqu'ils que ceux de la Compagnie d'*Orient* l'ont cité eux-mêmes sur le point de ladite Cession par leur Memoire du mois de Mars 1723., mais les particularitez que je viens de rapporter, font voir qu'ils ne citent pas juste, en tant qu'ils alleguent hardiment, que les Habitans des *Pais-Bas* se seroient soumis ausdites clauses exclusives, sans y avoir trouvé à redire, & ce n'est pas là le seul endroit où il leur arrive d'en user de la sorte.

Après qu'ils eurent parlé dans leurdit Memoire du mois de Mars de l'Article de ladite Cession, qui tendoit à exclure les Brabançons & les Flamands du Commerce des Regions éloignées, ils y ajoutent que le Roi d'*Espagne* auroit fait exé-